

EXPRESSIONS

GAUCHE CITOYENNE (Majorité municipale)

CHRONIQUE ANNONCÉE D'UNE POSSIBLE RÉGRESSION SOCIALE

Les inquiétudes sur les effets d'une réforme des retraites, insuffisamment concertée, poussent, depuis quelques semaines, un grand nombre de français dans la rue.

Des inquiétudes légitimes si l'on se réfère pour le moment aux imprécisions du gouvernement quant aux modalités d'application. Le principe d'un régime universel peut apparaître à certains attractif, cependant, les propositions formulées par le gouvernement s'apparentent plus à une chronique d'une régression sociale annoncée qu'à une évolution sociale. Aussi, offrir une perspective d'âge pivot à 64 ans pour bénéficier d'une retraite à taux plein, dans une période où le plein emploi n'est pas au rendez-vous est tout bonnement une gageure. Un jeune qui sortirait de ses études supérieures à 24 ans devra travailler au-delà de cet âge pivot pour prétendre à une retraite à taux plein.

L'esprit de cette loi doit être juste et surtout solidaire si on veut qu'elle soit admise par une majorité de nos citoyens.

Dans un contexte économiquement peu favorable, il convient d'être attentif à toutes décisions politiques qui accentueraient les inégalités sociales déjà criantes.

Une politique qui consiste à demander toujours plus aux mêmes catégories sociales finit par rendre inaudibles toutes formes de dialogue entre les représentants légitimes des salariés et le gouvernement.

S'ajoute à cela les différentes réformes de la fonction publique qui ont abouti notamment au gel du point d'indice et à une perte du pouvoir d'achat. Aujourd'hui, il est proposé de calculer la retraite des agents publics non pas sur les 6 derniers mois mais sur l'ensemble de la carrière. De nouveau, ce sont les plus petites catégories qui auront à subir les nouvelles conséquences d'une telle décision.

Seule une forte mobilisation unitaire des salariés pourra inciter le gouvernement à se mettre autour de la table afin de renégocier les modalités de cette réforme. En tout état de cause, vous pouvez compter sur la majorité municipale pour être aux côtés des salariés pour aboutir à une réforme plus juste et équilibrée.

Le groupe Gauche citoyenne.

ÉLUS SOCIALISTES (Majorité municipale)

LA RETRAITE À POINTS : UNE RUPTURE DU PACTE SOCIAL!

Les manifestations se sont déroulées à Paris et dans les grandes villes du pays, mais aussi, et c'est très significatif de l'ampleur du mouvement, dans de nombreuses villes moyennes. Elles sont la conséquence de l'impasse dans laquelle le gouvernement plonge le pays avec une réforme dont chacun a compris qu'elle n'améliorerait pas sa vie au moment de sa retraite. Des avocats aux infirmières, des enseignants aux salariés du privé, ils étaient aujourd'hui en grève ou dans la rue. Notre système de retraites est notre bien commun, nous devons le préserver et l'améliorer. C'est pour cela que nous demandons au gouvernement de prendre en compte notamment la pénibilité au travail – que nous avons instaurée pour un quart des Français et qu'il a largement amputée en 2017 -, les carrières discontinues et la nécessaire évolution des retraites des femmes.

Mais cette mobilisation n'est pas seulement dirigée contre la réforme des retraites. Elle traduit surtout l'expression d'un ras-le-bol face à la politique d'un gouvernement qui précarise les plus pauvres et envoie la classe moyenne dans le mur.

Nos concitoyens ne s'en sortent plus. Ils ont besoin de ne plus subir la peur du déclassement, de sentir que leur vie quotidienne peut s'améliorer. Leur demande d'une retraite juste, c'est en réalité l'aspiration à un travail qui paie, à un salaire, à un pouvoir d'achat dignes.

Nous serons, avec nos élus, nos militants et nos sympathisants, disponibles dans les jours qui viennent pour, aux côtés des forces sociales, amplifier ce mouvement et proposer des mesures alternatives pour permettre à chacun.e de vivre mieux.

Maribel Aviles Corona, Dahmane Bessami, Stéphanie Barré, Sana El Amrani, et Thierry Atlan.

COMMUNISTES ET PARTENAIRES (Majorité municipale)

TOUS NOS VŒUX DE JUSTICE ET DE SOLIDARITÉ

Pour l'année 2020 qui s'ouvre à nous, notre groupe vous adresse ses vœux les plus sincères, de justice, de solidarité et de liberté.

Nos vœux vous parviennent dans une période où le président de la République Emmanuel Macron et le gouvernement d'Edouard Philippe s'en prennent sans retenue aux services publics avec l'objectif de les détruire. Pour y parvenir, ils laminent les acquis sociaux et vendent le patrimoine public.

Issue du programme du Conseil National de la Résistance, la fonction publique en France apporte aux citoyens la solidarité et la qualité dans les domaines les plus essentiels de la vie.

Le bradage de nos biens communs vers le capital financier est engagé sans état d'âme par un pouvoir néolibéral radicalisé.

Nous retiendrons de cette période trois sujets :

1) Le budget de la commune pour 2020 présenté par Christine Janodet, voté par la majorité municipale, résiste aux restrictions budgétaires de l'État. Il maintient et développe des services publics de qualité sans augmenter les impôts locaux depuis 8 ans.

2) Emmanuel Macron veut céder et brader au privé « Aéroports de Paris », entreprise publique qui a rapporté en 2018 à l'État 174 millions d'euros. L'enjeu pour les riverains est énorme puisque nous risquons la fin du couvre-feu, l'insécurité aérienne, la perte d'emplois, un développement foncier spéculatif. Les aéroports d'Orly, de Roissy, du Bourget doivent rester propriété publique. Comme l'on fait plus d'un million de personnes, signez la demande de référendum pour que le gouvernement soit obligé de consulter les Français sur cette privatisation.

3) La réforme sur les retraites du gouvernement illustre aussi cette volonté de mettre en place une régression des droits pour tous. Les jeunes, les femmes, seront les premiers sacrifiés. Par contre persistera à coup de millions d'euros le régime spécial des « retraites chapeaux » des dirigeants du CAC 40. À l'opposé, des projets crédibles sont avancés pour une retraite à 60 ans à taux plein, la prise en compte des meilleures années de salaire, des années d'études et de la pénibilité.

Ensemble, élus progressistes et citoyens agissons pour la justice et la solidarité.

Nathalie Besniet, Karine Bettayeb, Geneviève Bonnissseau, Roselyne Charles-Elie-Nelson, Christian de Barros, Alain Girard, Marilyne Herlin, Pierre Stouvenel.

AGIR POUR ORLY (Opposition municipale)

DÉRIVE AUTORITAIRE INQUIÉTANTE DE CHRISTINE JANODET AU CONSEIL MUNICIPAL

Impossible de passer sous silence l'incident que nous qualifions de grave, survenu jeudi 28 novembre durant le conseil municipal.

Alors que le débat d'orientation budgétaire était ouvert, un des rapports les plus importants de l'année, parce que censé poser les bases de la politique locale pour l'année qui s'annonce, Mme la maire a interdit la prise de parole à un membre de notre groupe : Claude Sancho.

Décision autoritaire intolérable parce que sans fondement. En effet, ce conseiller municipal, votre représentant, qui n'avait jusqu'ici pas encore pu dire le moindre mot durant le débat, s'est vu refuser sa demande de prise de parole sans aucune explication, alors qu'il la demandait poliment (en levant la main) avec insistance.

Ce déni de démocratie, contraire à notre législation qui prévoit la libre expression de vos élus, nous apparaît contraire à la défense de vos intérêts.

Les 10 ans d'exercice du pouvoir local semblent avoir abimé la capacité de Mme Janodet à faire vivre la pluralité des idées au sein du Conseil municipal. L'autocratie, ce régime où tout le pouvoir est détenu par une seule personne, est un grand danger que nous devons combattre. Et dire que Mme la maire écrit dans sa lettre de candidature aux élections municipales de 2020, qu'elle souhaite renouveler son engagement : « ... dans un esprit d'écoute... », « ... dans le respect des valeurs Républicaines qui nous unissent ».

Nous serions tentés de lui demander pour quelles raisons n'a-t-elle pas envisagé de faire vivre cette belle formule, concrètement, avant ce début de campagne !

Comme l'a intelligemment dit un Orlysiens qui assistait au Conseil municipal : « Dans débat d'orientation budgétaire, il y a le mot débat, ce qui implique que TOUS les conseillers municipaux de l'Assemblée Orlysiens peuvent (voire doivent) débattre ! ».

Brahim Messaci, Lyonel Cros, Claude Sancho.

UNE NOUVELLE ÈRE POUR ORLY (Opposition municipale)

Texte non parvenu.